



**NPA**

NOUVEAU PARTI  
ANTICAPITALISTE

# PARCE QUE NOS ANCIENS VALENT PLUS QUE LEURS PROFITS !

## SOUTIEN À LA GRÈVE DES EHPAD MARDI 30 JANVIER

BULLETIN NPA PSA POISSY

31 JANVIER 2018

L'ensemble des organisations syndicales des EHPAD (Établissements d'Hébergement pour Personnes Âgées Dépendantes) publics et privés ont appelé le 30 janvier 2018 à une journée nationale de grève et de manifestation, « pour exiger des moyens humains et matériels leur permettant d'assurer une prise en charge humaine et digne des personnes hébergées ».

Les raisons : un ras le bol des salariéEs, aussi bien du public que du privé, qui ne supportent plus leurs conditions de travail insupportables et les conséquences sur la prise en charge des personnes âgées : toilettes faites à la hâte et pas tous les jours ; repas donnés en quelques minutes, faute de temps ; disparition des activités qui font la différence entre un lieu de vie et un mouiroir.

Les causes : les coupes budgétaires, la course à la rentabilité et, dans le secteur "commercial", la course aux profits !

### BUDGET : UNE RÉFORME POUR QUE « LES VIEUX ET VIEILLES COÛTENT MOINS CHER »



En janvier dernier, les décrets d'application de la « Loi d'adaptation de la société au vieillissement de la société » sont entrés en vigueur. Hollande annonçait alors « des mesures concrètes pour

*améliorer le quotidien des personnes âgées et de leurs proches et un financement ambitieux et responsable ».*

Mais dans la réalité, cette loi a aggravé les conditions de vie des résidentEs et des personnels en imposant des budgets réduits. Ainsi, sur la seule année 2017, la réforme des tarifs a eu pour conséquence une baisse de 200 millions d'euros sur les dotations attribuées aux EHPAD publics. Cela alors que ces établissements doivent accueillir toute personne, quel que soit son degré de « dépendance » et le niveau de ses ressources financières.

Ce qui amène les EHPAD du secteur public à une situation de plus en plus critique et aboutit à une véritable « maltraitance institutionnelle ».

### DES PROFITS SUR LE DOS DES PERSONNES ÂGÉES ET DES SALARIÉES

Par contre, dans le secteur privé, les profits explosent. Certains groupes sont même cotés en bourse, comme Korian, ou Orpea.

Depuis des années, les maisons de retraite sont rachetées par des groupes qui appartiennent pour la plupart à des fonds de pension qui exigent un rapide retour sur investissement. Ce qui se fait au prix d'une prise en charge de plus en plus dégradée des personnes âgées, de conditions de travail terribles et de salaires au rabais. Le taux d'encadrement des personnes âgées y est en moyenne de 61 agents pour 100 résidentEs contre 80 pour 100 dans les établissements publics... les mieux dotés. Sans parler du taux d'accident du travail qui y est deux fois supérieur à moyenne nationale.

### SALARIÉ-E-S, RÉSIDENT-E-S ET FAMILLES : ENSEMBLE, CONSTRUIRE UN RAPPORT DE FORCE

Nous ne voulons plus de ce monde où des hommes et des femmes qui seraient « une charge pour la société » ou considérées comme une marchandise.

A la différence d'un Jacques Attali qui osait écrire que « dès qu'il dépasse 60 - 65 ans, l'homme vit plus longtemps qu'il ne produit et il coûte cher à la société », qu'il était « contre l'allongement de la vie » et que « l'euthanasie sera un des instruments essentiels de nos sociétés futures » - notre choix est de ne laisser personne sur le bord de la route, de créer les conditions effectives du vivre ensemble, jeunes et vieux.

Le 30 janvier a été l'occasion d'un premier tous ensemble, employéEs, familles et résidentEs, pour imposer à ce gouvernement un véritable service public de la « perte d'autonomie », gratuit, accessible à tous-toutes, avec des moyens financiers suffisants, où les salariéEs, les familles et les résidentEs auront leur mot à dire dans la gestion.

LE BLOG DU SECTEUR AUTOMOBILE DU NPA

[www.npa-auto-critique.org](http://www.npa-auto-critique.org)

Tracts, actus, infos, échanges, tout sur  
l'actualité des luttes dans notre secteur  
Et maintenant sur Facebook ....



## **PSA, FORD BLANQUEFORT ET SOUS-TRAITANTS POUR L'EMPLOI, POURQUOI PAS TOUS ENSEMBLE ?**

Chez Ford, près de Bordeaux, l'avenir de l'usine est toujours incertain à l'horizon de l'été 2018. Chez PSA, après avoir supprimé 25000 emplois en 5 ans, la direction envisage d'en supprimer 1300 autres en rupture conventionnelle collective (procédure issue des ordonnances Macron), plus 900 départs anticipés « seniors ». Le 11 janvier dernier, ce sont les GM& S qui manifestaient encore à Limoges : la situation des 120 salariéEs qui restent y est plus que précaire, car l'usine tourne à seulement 40% de ses capacités, tandis que la quasi-totalité des 157 licenciéEs reste sur le carreau. A Châteauroux, c'est le fabricant de jantes alu, AR Industrie, qui vient d'être mis en redressement judiciaire le 16 janvier dernier. Près de 400 emplois sont en jeu. Chez Bosch, c'est l'usine de Rodez, spécialisée dans des pièces pour diesel, qui est menacée. Face au massacre de l'emploi, il y a mieux à faire que lutter chacune dans son coin. A quand la construction d'un front commun de tous les sites concernés ?

## **LES PRUD'HOMMES MENACÉS PAR LES LOIS MACRON**

Les ordonnances et la loi Travail ont pris pour cible les Prud'hommes en créant un barème des indemnités en cas de licenciement abusif dans le privé. Pour Macron, comme pour ses prédécesseurs, il n'est pas question de laisser condamner un employeur qui licencie illégalement à payer un réel préjudice à la victime. Non, le licenciement abusif devient une simple amende, encadrée et limitée pour ces pauvres patrons !

Les mauvais coups continuent puisque les ordonnances Macron diminuent les délais de prescription, après avoir imposé de présenter toutes les pièces justificatives pour entamer une procédure. Bref tout est fait pour décourager les salariéEs de porter plainte.

## **AUBAINE POUR PSA : Rupture conventionnelle collective !**

Le Comité central d'entreprise a signé le 19 janvier le premier accord de rupture conventionnelle collective (RCC), rendue possible par la réforme du code du travail.

Cinq syndicats (FO, CFDT, CFTC et GSEA, et CGC) ont confirmé leur accord alors que la CGT s'y est opposée.

PSA, comme Renault, a annoncé des records de vente au niveau mondial pour l'année 2017 avec 3,63 millions de véhicules (+ 15,4% par rapport à 2016).

On comprend que la direction ne souhaite pas s'engager dans des procédures lors desquelles elle devrait fournir des justifications économiques aux suppressions d'emplois qu'elle a programmées.

Aujourd'hui, PSA emploie près de 10000 intérimaires sur 30000 ouvrierEs, agrémenté d'accords de compétitivité bloquant les salaires, supprimant des primes et des jours de congés et veut encore supprimer 1300 emplois RCC. Ce qui rend plus que douteuse la promesse de 1900 embauches en CDI !

C'est certain, la fermeture de La Garenne (92) est programmée, Saint-Ouen est menacé et l'organisation du travail à Poissy sera modifiée, combinant allongement de l'amplitude de travail et suppression des pauses afin d'augmenter le travail «gratuit», continuant toujours d'aggraver les conditions de travail.

La RCC a pour intérêt de n'imposer aucune justification économique et de réduire au minimum l'encadrement des suppressions d'emplois, pas d'indication sur les postes supprimés et obligations de reclassement «allégées». Autant de difficultés pour engager une mobilisation rendue déjà bien compliquée par le soutien à la RCC.

**Si nos idées t'intéressent, n'hésite pas à nous contacter :  
npa.poissy@gmail.com ou 06.80.73.86 77**

## **LES FORD RELAXES !!**

Le 17 janvier dernier, Philippe Poutou, Vincent et Laurent, militants syndicalistes à Ford Blanquefort, étaient jugés devant la cour d'appel de Paris suite à leur condamnation à des peines d'amendes à l'issue de la procédure d'ordonnance pénale de juillet 2016.

Cette procédure résultait de la plainte déposée par Ford pour dégradations de véhicules lors du Mondial de l'automobile de 2012. Comme l'a finalement déclaré le président du tribunal, nos trois camarades sont « *relaxés du délit de dégradation* » car il n'y a "*pas suffisamment d'éléments pour retenir la culpabilité des prévenus*". Le tribunal a requalifié les faits en "*dégradations contraventionnelles*" et considéré que "*la prescription est acquise*" pour d'"*éventuelles contraventions*".

Face à l'acharnement conjugué de la direction de Ford et du Parquet, cette relaxe est un succès, certes justifié par le vide du dossier, mais aussi obtenu grâce au soutien large qui s'est manifesté autour de nos camarades. Un encouragement dans la lutte contre toutes les attaques engagées contre les militantEs, contre toutes celles et ceux qui résistent aux reculs sociaux. Un encouragement pour les salariéEs de Ford pour lesquels la bataille pour le maintien du site, pour le maintien de l'emploi sont plus que jamais à l'ordre du jour.

## **LE DIESEL, QUESTION ECOLOGIQUE ET SOCIALE**

L'usine Bosch de Rodez (1600 salariéEs, 10 000 emplois induits) fabrique exclusivement des bougies et injecteurs diesel pour Renault (80 %) et BMW (20 %). Les injecteurs à la norme euro5 disparaîtront en 2020 et Bosch renonce à passer à la norme euro6 : c'est la mise à mort de l'usine.

Faux-cul, le ministre de l'économie Bruno Le Maire déclare à propos de Renault et PSA : « Ils sont extraordinairement positifs et constructifs, ils ont parfaitement conscience qu'il faut accompagner cette filière et qu'ils sont aussi responsables de leurs sous-traitants ». A Rodez, la direction de l'usine a confié à un cabinet privé la recherche d'alternatives au diesel. Rien n'en est sorti !

Dans le secret des affaires, les capitalistes sont incapables de préserver et l'emploi et l'environnement. C'est leur expropriation, pour créer un groupe public automobile géré par les salariéEs eux-mêmes et non par les actionnaires, qui permettra la planification sociale et écologique dont nous avons besoin.

## **MIGRANT-E-S : LA SALE POLITIQUE DE MACRON ET SON GOUVERNEMENT**

Une main tendue aux réfugiéEs pour les accueillir, l'autre pour les matraquer et les renvoyer vers des pays où les attendent dictature, guerres et misère. Une politique tellement « humaine » qu'elle fait même honte à une partie du camp Macron. Prétendre choisir entre bonnes-bons et mauvaisEs migrantEs, c'est refuser de voir que ce n'est pas par plaisir qu'on fuit son pays pour s'exiler.

A Versailles cette semaine Macron a ouvert grands les bras aux riches et aux multinationales de la planète. Ils et elles peuvent circuler, investir et s'installer où bon leur semble. Pourquoi pas une telle liberté pour les réfugiéEs ? Ce n'est pas le coût d'un accueil digne des réfugiéEs qui empêche de résoudre les problèmes du chômage, de la pauvreté, du mal logement. Monter les pauvres d'ici contre les pauvres venus d'ailleurs, ne sert qu'à masquer le coût exorbitant pour les finances publiques des milliards de cadeaux fait aux riches et aux entreprises.

Par un gouvernement prêt à en dilapider des milliards d'autres pour des projets grandioses inutiles ou nuisibles : Grand Paris, jeux Olympiques, LGV Lyon-Turin.